



RCS : RENNES

Code greffe : 3501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 01620

Numéro SIREN : 524 944 956

Nom ou dénomination : OB LAMBALLE

Ce dépôt a été enregistré le 28/02/2017 sous le numéro de dépôt 2639

PERFECTOSPORTS
Société à responsabilité limitée
Au capital de 7.000 €
Siège social : 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes
524 944 956 RCS Rennes

(la « Société »)

**PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 5 DÉCEMBRE 2016**

L'an deux mille seize,
Le 5 décembre,
À 18 heures,

Les associés de la Société se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du Gérant.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

Sont présents :

- | | |
|--|--------------------|
| - Monsieur Thierry Marquer,
Propriétaire de cinq cents parts sociales | 500 parts |
| - La société JOBBER
Propriétaire de cinq cents parts sociales | 500 parts |
| TOTAL | 1.000 parts |

L'Assemblée est présidée par Monsieur Thierry Marquer en sa qualité de Gérant.

Le Président de séance constate que tous les associés sont présents. En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de séance dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des lettres de convocation adressées aux associés,
- la feuille de présence,
- le rapport du Gérant,
- la lettre de notification du projet d'apport avec demande d'agrément de l'apport de Monsieur Thierry Marquer en date du 14 novembre 2016,
- un exemplaire du projet de traité d'apport des titres détenus par Monsieur Thierry Marquer dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS,
- la lettre de notification du projet d'apport avec demande d'agrément de l'apport de la société JOBBER en date du 14 novembre 2016,
- un exemplaire du projet de traité d'apport des titres détenus par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS,
- le texte des projets de résolutions soumises à l'Assemblée, et
- les statuts de la Société.



Le Président de séance déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives, règlementaires et les statuts de la Société ont été adressés aux associés dans les délais requis.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président de séance rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par Monsieur Thierry Marquer dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et agrément d'un nouvel associé,
- Agrément de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et agrément d'un nouvel associé,
- Modification de l'article 8 (*Capital social*) des statuts de la Société sous la condition suspensive de la réalisation effective (i) de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par Monsieur Thierry Marquer dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et (ii) de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, et
- Pouvoirs pour formalités.

Enfin, le Président de séance donne lecture du rapport du Gérant et déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président de séance met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Agrément de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par Monsieur Thierry Marquer dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et agrément d'un nouvel associé)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et après avoir pris connaissance de la lettre de notification reçue de Monsieur Thierry Marquer,

prend acte de la volonté de ce dernier d'apporter les cinq cents (500) parts sociales qu'il détient dans le capital de la Société à la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

agréee, conformément à l'article L.223-14 du Code de commerce et à l'article 11 des statuts de la Société, l'opération d'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par Monsieur Thierry Marquer dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, et en conséquence, d'agréer en qualité de nouvel associé :

- La société **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**
Société à responsabilité limitée au capital de 2.000 €,
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes,
821 985 876 RCS Rennes.

L'Assemblée Générale rappelle à Monsieur Thierry Marquer que le traité d'apport de titres devra être signifié à la Société par voie d'huissier ou déposé au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de dépôt. Lors de la réalisation définitive de cet apport, les statuts de la Société devront être mis à jour de la nouvelle répartition du capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Agrément de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et agrément d'un nouvel associé)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et après avoir pris connaissance de la lettre de notification reçue de la société JOBBER,

prend acte de la volonté de cette dernière d'apporter les cinq cents (500) parts sociales qu'elle détient dans le capital de la Société à la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

agrée, conformément à l'article L.223-14 du Code de commerce et à l'article 11 des statuts de la Société, l'opération d'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, et en conséquence, d'agréer en qualité de nouvel associé :

- La société **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**
Société à responsabilité limitée au capital de 2.000 €,
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes,
821 985 876 RCS Rennes.

L'Assemblée Générale rappelle à la société JOBBER que le traité d'apport de titres devra être signifié à la Société par voie d'huissier ou déposé au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de dépôt. Lors de la réalisation définitive de cet apport, les statuts de la Société devront être mis à jour de la nouvelle répartition du capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Modification de l'article 8 (Capital social) des statuts de la Société sous la condition suspensive de la réalisation effective (i) de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par Monsieur Thierry Marquer dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et (ii) de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et après avoir pris connaissance (i) du projet d'apport des cinq cents (500) parts sociales détenues par Monsieur Thierry Marquer dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et (ii) du projet d'apport des cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS (ensemble les « **Opérations d'Apport** »),

décide, sous la condition suspensive de la réalisation effective des Opérations d'Apport, de modifier l'article 8 (Capital social) des statuts de la Société, qui sera rédigé comme suit :

« ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de sept mille euros (7.000 €).

Il est divisé en mille (1.000) parts sociales de sept euros (7€) chacune, intégralement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 1.000.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

➤ **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, à concurrence de 1.000 parts
Numérotées de 1 à 1.000

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1.000 parts »,

donne, en conséquence, tous pouvoirs au Gérant à l'effet de :

- constater la réalisation effective des Opérations d'Apport,
- constater, en conséquence, que la Société devient une société à associé unique,
- procéder à la modification corrélative des statuts visée ci-dessus,
- effectuer toutes formalités consécutives de publicité et autres.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Changement de dénomination sociale de la société SARL PERFECTOSPORTS pour la nouvelle dénomination OB LAMBALLE, modification corrélative de l'article 3 (Dénomination Sociale) des statuts)

L'assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant,

décide d'adopter comme nouvelle dénomination sociale, avec effet immédiat, « OB LAMBALLE »,

décide, en conséquence, de modifier l'article 3 (Dénomination Sociale) des statuts comme suit :

« ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE :



La dénomination de la société est: « OB LAMBALLE » ».

Le reste de l'article demeurerait inchangé.

CINQUIÈME RÉOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

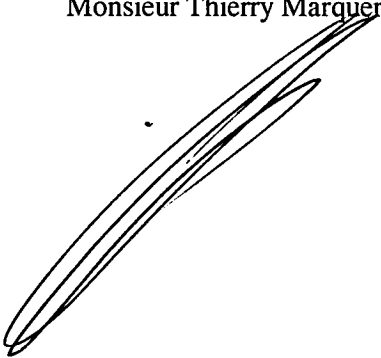
* *

*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président de séance déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant et le Président de séance.

Le Gérant
Monsieur Thierry Marquer



OB LAMBALLE
Anciennement PERFECTOSPORTS
Société à responsabilité limitée
Au capital de 7.000 €
Siège social : 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes
524 944 956 RCS Rennes

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DU GÉRANT
EN DATE DU 16 DÉCEMBRE 2016**

Le soussigné, Monsieur Thierry Marquer, agissant en qualité de Gérant de la société OB LAMBALLE, société à responsabilité limitée au capital de 7.000 €, dont le siège social est situé 4d rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 524 944 956 RCS Rennes (la « **Société** »),

Faisant usage des pouvoirs qui lui ont été délégués par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société réunie le 5 décembre 2016,

A pris les décisions suivantes :

PREMIÈRE DÉCISION

(Modification de l'article 8 (Capital social) des statuts de la Société)

Le Gérant, après avoir pris connaissance (i) de l'apport des cinq cents (500) parts sociales détenues par Monsieur Thierry Marquer dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS intervenue le 15 décembre 2016 et (ii) de l'apport des cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS intervenue le 15 décembre 2016 (ensemble les « **Opérations d'Apport** »),

constate la réalisation effective des Opérations d'Apport et la modification corrélative de l'article 8 (*Capital social*) des statuts de la Société décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 5 décembre 2016,

constate que la Société est désormais une société à responsabilité limitée à associé unique

DEUXIEME DÉCISION

(Pouvoirs pour formalités)

Le Gérant délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

* *

*

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant.

Le Gérant
Monsieur Thierry Marquer

Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 06/01/2017 Bordereau n°2017/24 Case n°5

Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Ext 133

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques

28 FEV. 2017



Le
Dépôt n°

2639

Jérôme LALANDE
Agent administratif principal des finances publiques

TRAITÉ D'APPORT DE TITRES

ENTRE

Thierry Marquer

(l'« Apporteur »)

ET

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

(la « Société Bénéficiaire »)

Le 15 décembre 2016

ENTRE :

1. **Thierry Marquer**, né le 6 mars 1968 à Rennes (35), de nationalité française, demeurant 11 rue Alfred de Musset – 35000 Rennes,

Ci-après l'« **Apporteur** »

ET :

2. **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

Ci-après la « **Société Bénéficiaire** »

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- A. À la date de présentes, l'Apporteur détient la pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales Apportées** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LAMBALLE** (anciennement dénommée **PERFECTOSPORTS**), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 524 944 956 RCS Rennes.
- B. L'Apporteur a souhaité apporter les Parts Sociales Apportées à la Société Bénéficiaire (l'« **Apport** »), dont l'objet est, tant en France qu'à l'étranger :
- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
 - La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
 - Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
 - Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
 - La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

- La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;
 - Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.
- C. En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent traité d'apport (le « **Contrat d'Apport** »), dont l'objet est de préciser les conditions et les modalités de l'Apport.
- D. À toutes fins utiles, il est précisé que le Contrat d'Apport présente un intérêt indéniable pour la Société Bénéficiaire qui souhaite rationaliser la structure de son groupe et poursuivre une stratégie de développement et d'expansion de la marque « L'Orange Bleue ».

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DESCRIPTION ET ÉVALUATION DE L'APPORT

Selon les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur apportera, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives visées à l'article 3 du présent Contrat d'Apport, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte, la pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LAMBALLE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE.

OB LAMBALLE est évaluée à cent soixante-neuf mille soixante-et-un euros (169.061 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales Apportées sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros et cinquante centimes (84.530,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), soit cent soixante-neuf euros et six centimes (169,06 €) par Part Sociale Apportée.

ARTICLE 2 – RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

La valeur de la Société Bénéficiaire, permettant de déterminer le nombre d'actions nouvelles émises en rémunération de l'Apport, a été évaluée à deux mille euros (2.000 €) – soit le montant du capital social – la Société Bénéficiaire ayant été récemment constituée. La valeur vénale d'une action de la Société Bénéficiaire est donc égale à sa valeur nominale, soit un euro (1 €).

En conséquence, en rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LAMBALLE ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), il sera attribué à Monsieur Thierry Marquer quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 3 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital subséquente de la Société Bénéficiaire ne deviendront définitifs que sous réserve, et du seul fait de l'approbation par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire (i) de l'apport en nature des Parts Sociales Apportées, de leur évaluation et de leur rémunération, et (ii) de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport et des modifications statutaires corrélatives.

L'Apport et l'augmentation subséquente du capital social de la Société Bénéficiaire seront considérés comme définitivement réalisés à compter de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 4 – PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'ensemble des Parts Sociales Apportées au profit de la Société Bénéficiaire interviendra à la Date de Réalisation.

Le transfert de propriété visé aux présentes concerne tous les droits attachés aux Parts Sociales Apportées, sans exception ni réserve, y compris celui aux dividendes non encore distribués.

ARTICLE 5 – CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire reçoit les Parts Sociales Apportées en ayant toute connaissance de la situation de la société OB LAMBALLE. Elle ne pourra donc demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 6 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire :

- 6.1. Les Parts Sociales Apportées lui appartiennent en propre et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits de tiers, charges ou autre privilège ;
- 6.2. Les Parts Sociales Apportées représentent 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE et sont intégralement libérées.
- 6.3. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport, l'exécution par l'Apporteur de ses obligations aux termes dudit Contrat d'Apport ainsi que la réalisation par l'Apporteur des opérations qui y sont décrites ne requièrent pas de l'Apporteur l'obtention d'une quelconque autorisation ou approbation qui n'aurait pas été obtenue à la date des présentes, ni un quelconque enregistrement, dépôt ou déclaration auprès d'une quelconque autorité administrative.

ARTICLE 7 – RÉGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport constitue un apport à titre pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.

ARTICLE 8 – RÉGIME FISCAL DE L'APPORT

L'Apporteur bénéficiera du report d'imposition de plein droit de la plus-value sur les Parts Sociales Apportées, codifié à l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts.

L'Apport sera soumis au droit fixe de 500 euros, en application des articles 809 et 810 du Code Général des Impôts.

ARTICLE 9 – STIPULATIONS DIVERSES

9.1. Formalités légales

La Société Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs à l'Apport.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposables aux tiers le transfert des Parts Sociales Apportées.

9.2. Frais et honoraires

Tous les frais et honoraires dus au titre de l'Apport, de même que ceux qui en résulteront, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

9.3. Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Contrat d'Apport ou de tout acte s'y rattachant, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

9.4. Affirmation de sincérité

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat d'Apport exprime l'intégralité de la valeur des Parts Sociales Apportées.

9.5. Droit applicable – compétence juridictionnelle

Le Contrat d'Apport est exclusivement régi et interprété selon le droit français.

Tous litiges relatifs à l'interprétation, l'application, l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat d'Apport seront de la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Rennes.

9.6. Pouvoirs pour formalités

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original du présent Contrat d'Apport à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

* *

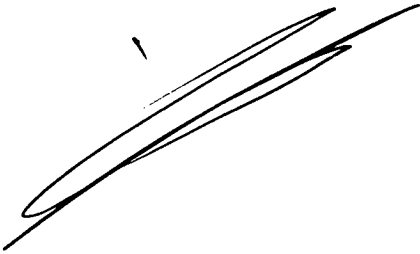
*

[Signatures en page suivante]

Fait à Rennes,
Le 15 décembre 2016
En six (6) exemplaires originaux

L'Apporteur

Monsieur Thierry Marquer

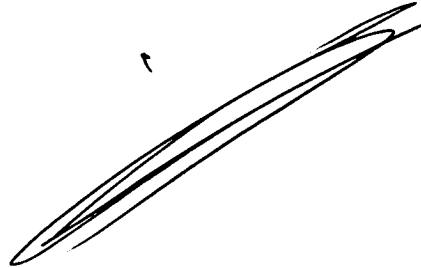


La Société Bénéficiaire

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

Représentée par GROUPE MARQUER

Elle-même représentée par Monsieur Thierry Marquer



Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 06/01/2017 Bordereau n°2017/24 Case n°6

Ext 134

Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques

Jérôme LALANDE
Agent administratif principal des finances publiques

TRAITÉ D'APPORT DE TITRES

ENTRE

JOBBER

(l'« Apporteur »)

ET

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

(la « Société Bénéficiaire »)

Le 15 décembre 2016

ENTRE :

1. **JOBBER**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 15 rue Godot de Mauroy – 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 803 401 017 RCS Paris,

Ci-après l'« **Apporteur** »

ET :

2. **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

Ci-après la « **Société Bénéficiaire** »

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

A. À la date de présentes, l'Apporteur détient la pleine propriété :

- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB SAINT MEEN** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT MEEN** (anciennement dénommée ARPAD), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 800 937 690 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB GOUESNOU** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB GOUESNOU** (anciennement dénommée FITNESS 29), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 799 170 584 RCS Rennes,
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB MANTES** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB MANTES** (anciennement dénommée EKOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 540 019 841 RCS Rennes,

- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB TOURS NORD** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS NORD** (anciennement dénommée EPSILON FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 48-50 avenue Gustave Eiffel – 37100 Tours, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 845 400 RCS Tours,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB TOURS CENTRE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS CENTRE** (anciennement dénommée CITA FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 180 avenue de Grammont – 37000 Tours, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 808 490 114 RCS Tours,
- de trois cent cinquante (350) parts sociales, numérotées de 1 à 350 (les « **Parts Sociales OB SAINT JACQUES** »), sur les sept cents (700) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT JACQUES** (anciennement dénommée COURROUZE FITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé Lieudit La Gaité – 127 rue du Temple de Blosne – 35136 Saint Jacques de La Lande, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 794 868 968 RCS Rennes,
- de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, numérotées de 12.501 à 25.000 (les « **Parts Sociales OB CHENOVE** »), sur les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB CHENOVE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 790 261 176 RCS Rennes,
- de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales, numérotées de 376 à 750 (les « **Parts Sociales OB AURAY SENE** »), sur les sept cent cinquante (750) parts sociales qui composent le capital de la société **OB AURAY SENE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 538 252 891 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BAIN DE BRETAGNE** (anciennement dénommée BIENESTAR), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 803 703 651 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB LA FLECHE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LA FLECHE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 820 951 937 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB LAMBALLE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LAMBALLE** (anciennement dénommée PERFECTOSPORTS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 524 944 956 RCS Rennes, et

- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB BUC** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BUC** (anciennement dénommée ELOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 015 004 RCS Rennes

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN, les Parts Sociales OB GOUESNOU, les Parts Sociales OB MANTES, les Parts Sociales OB TOURS NORD, les Parts Sociales OB TOURS CENTRE, les Parts Sociales OB SAINT JACQUES, les Parts Sociales OB CHENOVE, les Parts Sociales OB AURAY SENE, les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE, les Parts Sociales OB LA FLECHE, les Parts Sociales OB LAMBALLE et les Parts Sociales OB BUC sont ci-après dénommées ensemble les « **Parts Sociales Apportées** ».

B. L'Apporteur a souhaité apporter les Parts Sociales Apportées à la Société Bénéficiaire (l'« **Apport** »), dont l'objet est, tant en France qu'à l'étranger :

- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
- La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
- Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
- Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
- La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;
- Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

C. En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent traité d'apport (le « **Contrat d'Apport** »), dont l'objet est de préciser les conditions et les modalités de l'Apport.

D. À toutes fins utiles, il est précisé que le Contrat d'Apport présente un intérêt indéniable pour la Société Bénéficiaire qui souhaite rationaliser la structure de son groupe et poursuivre une stratégie de développement et d'expansion de la marque « L'Orange Bleue ». L'Apporteur souhaite également, quant à lui, rationaliser la structure de son groupe.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MÉTHODE D'ÉVALUATION UTILISÉE

- 1.1.** Le règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation comptable relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, tel que modifié par le règlement n° 2005-09 du 3 novembre 2005 et le règlement n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général (ensemble, les « **Règlements** ») sont applicables « *à la comptabilisation dans les comptes individuels, de toutes les opérations de fusion et opérations assimilées rémunérées par des titres et retracées dans un traité d'apport prévu à l'article L.236-6 du Code de commerce* ».

Constituent notamment des opérations assimilées entrant dans le champ d'application des Règlements les apports de titres de participation représentatifs du contrôle, c'est-à-dire notamment de contrôle conjoint ou contrôle exclusif.

En application des règles prévues par les Règlements, l'apport des Parts Sociales Apportées impliquant une modification de contrôle, par le passage d'une situation de contrôle conjoint à une situation de contrôle exclusif, les Parts Sociales Apportées sont transmises pour la valeur réelle.

- 1.2.** Concernant la détermination de la rémunération de l'Apport, elle est effectuée sur la base de la valeur réelle des Parts Sociales Apportées et de la valeur réelle de la Société Bénéficiaire.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET ÉVALUATION DE L'APPORT

Selon les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur apportera, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives visées à l'article 4 du présent Contrat d'Apport, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte :

- 2.1.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB SAINT MEEN, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN.

OB SAINT MEEN est évaluée à cent quinze mille six cent trente-sept euros (115.637 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN sont donc évaluées à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros et cinquante centimes (57.818,50 €), arrondie à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ cent quinze euros et soixante-quatre centimes (115,64 €) par Part Sociale OB SAINT MEEN.

- 2.2.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB GOUESNOU, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU.

OB GOUESNOU est évaluée à soixante-et-un mille sept cent soixante-sept euros (61.767 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB GOUESNOU sont donc évaluées à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (30.883,50 €), arrondie à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ soixante-et-un euros et soixante-dix-sept centimes (61,77 €) par Part Sociale OB GOUESNOU.

- 2.3. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB MANTES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES.

OB MANTES est évaluée à cinquante-deux mille neuf cent cinquante-six euros (52.956 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB MANTES sont donc évaluées à la somme de vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), soit cinq cent vingt-neuf euros et cinquante-six centimes (529,56 €) par Part Sociale OB MANTES.

- 2.4. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB TOURS NORD, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD.

OB TOURS NORD est évaluée à quatre-vingt-huit mille sept cent soixante-sept euros (88.767 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS NORD sont donc évaluées à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (44.383,50 €), arrondie à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit huit cent quatre-vingt-sept euros et soixante-six centimes (887,66 €) par Part Sociale OB TOURS NORD.

- 2.5. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB TOURS CENTRE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE.

OB TOURS CENTRE est évaluée à deux cent vingt-et-un mille trois cent quatre-vingt-onze euros (221.391 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS CENTRE sont donc évaluées à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (110.695,50 €), arrondie à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit deux cent vingt-et-un euros et trente-neuf centimes (221,39 €) par Part Sociale OB TOURS CENTRE.

- 2.6. La pleine propriété de trois cent cinquante (350) parts sociales émises par la société OB SAINT JACQUES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES.

OB SAINT JACQUES est évaluée à cent quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-treize euros (196.793 €) et son capital est composé de sept cents (700) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT JACQUES sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros et cinquante centimes (98.396,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ deux cent quatre-vingt-un euros et treize centimes (281,13 €) par Part Sociale OB SAINT JACQUES.

- 2.7.** La pleine propriété de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises par la société OB CHENOVE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE.

OB CHENOVE est évaluée à soixante-et-un mille deux cent soixante-six euros (61.266 €) et son capital est composé de vingt-cinq mille (25.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB CHENOVE sont donc évaluées à la somme de trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), soit environ deux euros et quarante-cinq centimes (2,45 €) par Part Sociale OB CHENOVE.

- 2.8.** La pleine propriété de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales émises par la société OB AURAY SENE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE.

OB AURAY SENE est évaluée à dix-huit mille deux cent cinquante-huit euros (18.258 €) et son capital est composé de sept cent cinquante (750) parts sociales.

Les Parts Sociales OB AURAY SENE sont donc évaluées à la somme de neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), soit environ vingt-quatre euros et trente-quatre centimes (24,34 €) par Part Sociale OB AURAY SENE.

- 2.9.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB BAIN DE BRETAGNE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE.

OB BAIN DE BRETAGNE est évaluée à mille quatre cent quarante-cinq euros (1.445 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE sont donc évaluées à la somme de sept cent vingt-deux euros et cinquante centimes (722,50 €), arrondie à la somme de sept cent vingt-deux euros (722 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ un euro et quarante-quatre centimes (1,44 €) par Part Sociale OB BAIN DE BRETAGNE.

- 2.10.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LA FLECHE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE.

OB LA FLECHE est évaluée à dix mille euros (10.000 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB LA FLECHE sont donc évaluées à cinq mille euros (5.000 €), soit dix euros (10 €) par Part Sociale OB LA FLECHE.

- 2.11.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LAMBALLE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE.

OB LAMBALLE est évaluée à cent soixante-neuf mille soixante-et-un euros (169.061 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB LAMBALLE sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros et cinquante centimes (84.530,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), soit cent soixante-neuf euros et six centimes (169,06 €) par Part Sociale OB LAMBALLE.

- 2.12.** La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB BUC, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC.

OB BUC est évaluée à cent soixante-et-un mille quatre cent dix-huit euros (161.418 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BUC sont donc évaluées à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), soit mille six cent quatorze euros et dix-huit centimes (1.614,18 €) par Part Sociale OB BUC.

ARTICLE 3 – RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

La valeur de la Société Bénéficiaire, permettant de déterminer le nombre d'actions nouvelles émises en rémunération de l'Apport, a été évaluée à deux mille euros (2.000 €) – soit le montant du capital social – la Société Bénéficiaire ayant été récemment constituée. La valeur vénale d'une action de la Société Bénéficiaire est donc égale à sa valeur nominale, soit un euro (1 €).

En conséquence :

- 3.1. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB SAINT MEEN ci-dessus désigné, évalué à cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €), il sera attribué à la société JOBBER cinquante-sept mille huit cent dix-huit (57.818) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.2. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB GOUESNOU ci-dessus désigné, évalué à trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €), il sera attribué à la société JOBBER trente mille huit cent quatre-vingt-trois (30.883) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.3. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB MANTES ci-dessus désigné, évalué à vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), il sera attribué à la société JOBBER vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit (26.478) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.4. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB TOURS NORD ci-dessus désigné, évalué à quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €), il sera attribué à la société JOBBER quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois (44.383) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.5. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB TOURS CENTRE ci-dessus désigné, évalué à cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €), il sera attribué à la société JOBBER cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze (110.695) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.6. En rémunération de l'apport en nature des trois cent cinquante (350) parts sociales de la société OB SAINT JACQUES ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize (98.396) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

- 3.7. En rémunération de l'apport en nature des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la société OB CHENOVE ci-dessus désigné, évalué à trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), il sera attribué à la société JOBBER trente mille six cent trente-trois (30.633) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.8. En rémunération de l'apport en nature des trois cent soixante-quinze (375) parts sociales de la société OB AURAY SENE ci-dessus désigné, évalué à neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), il sera attribué à la société JOBBER neuf mille cent vingt-neuf (9.129) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.9. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB BAIN DE BRETAGNE ci-dessus désigné, évalué à sept cent vingt-deux euros (722 €), il sera attribué à la société JOBBER sept cent vingt-deux (722) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.10. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LA FLECHE ci-dessus désigné, évalué à cinq mille euros (5.000 €), il sera attribué à la société JOBBER cinq mille (5.000) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.11. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LAMBALLE ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.12. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB BUC ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt mille sept cent neuf (80.709) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital subséquente de la Société Bénéficiaire ne deviendront définitifs que sous réserve, et du seul fait de l'approbation par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire (i) de l'apport en nature des Parts Sociales Apportées, de leur évaluation et de leur rémunération, et (ii) de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport et des modifications statutaires corrélatives.

L'Apport et l'augmentation subséquente du capital social de la Société Bénéficiaire seront considérés comme définitivement réalisés à compter de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'ensemble des Parts Sociales Apportées au profit de la Société Bénéficiaire interviendra à la Date de Réalisation.

Le transfert de propriété visé aux présentes concerne tous les droits attachés aux Parts Sociales Apportées, sans exception ni réserve, y compris celui aux dividendes non encore distribués.

ARTICLE 6 – CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire reçoit les Parts Sociales Apportées en ayant toute connaissance de la situation respective des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE, OB LAMBALLE et OB BUC. Elle ne pourra donc demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 7 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire :

7.1. Les Parts Sociales Apportées lui appartiennent en propre et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits de tiers, charges ou autre privilège ;

7.2. Les Parts Sociales Apportées représentent respectivement :

- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE, et
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC.

et sont intégralement libérées.

7.3. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport, l'exécution par l'Apporteur de ses obligations aux termes dudit Contrat d'Apport ainsi que la réalisation par l'Apporteur des opérations qui y sont décrites ne requièrent pas de l'Apporteur l'obtention d'une quelconque autorisation ou approbation qui n'aurait pas été obtenue à la date des présentes, ni un quelconque enregistrement, notification, dépôt ou déclaration auprès d'une quelconque autorité administrative.

7.4. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport est utile à la réalisation de son objet.

ARTICLE 8 – RÉGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport constitue un apport à titre pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.

ARTICLE 9 – RÉGIME FISCAL DE L'APPORT

9.1. Dispositions générales

Les Parties déclarent que :

- L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont des sociétés ayant leur siège social en France et y sont passibles de l'impôt sur les sociétés.
- L'Apport n'emporte pas dissolution de l'Apporteur.
- Les Parties entendent placer le présent Apport sous le régime fiscal de faveur des fusions édicté, sur renvoi de l'article 210 B du Code général des impôts, par l'article 210 A du Code général des impôts en matière d'impôt sur les sociétés.
- En effet, l'Apport porte sur plus de 50% du capital des sociétés dont les titres sont apportés et constitue à ce titre un apport partiel d'actif au sens de la réglementation fiscale, étant rappelé que, pour apprécier le respect de ces seuils, il est tenu compte de l'ensemble des apports effectués de manière concomitante à une même société sans qu'il soit nécessaire que chacun de ces apports bénéficie du régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 B du CGI (BOI-IS-FUS-20-40-20-20120912).
- L'Apport prend effet comptable et fiscal à la Date de Réalisation.
- Les représentants de l'Apporteur et la Société Bénéficiaire s'engagent, es qualités, à se conformer à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en ce qui concerne les déclarations devant être établies en matière d'impôt sur les sociétés et de tous autres impôts et taxes résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

9.2 Impôt sur les sociétés

L'Apporteur prend l'engagement :

- de conserver pendant trois ans les titres remis en contrepartie de l'Apport ; et
- de calculer les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient dans ses propres écritures.

La Société Bénéficiaire prend les engagements suivants, pour autant qu'ils soient applicables à la situation d'espèce :

- reprendre à son passif les provisions se rapportant à la branche d'activité dont l'imposition est différée, et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'apport ;
- se substituer, le cas échéant, à l'Apporteur pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière à raison des biens compris dans la branche d'activité ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues dans le cadre de l'Apport, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, d'après la valeur que ces biens avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'Apporteur, à la date de prise d'effet de l'apport ;

- réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A, 3, d du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'Apport sur les actifs amortissables afférents à la branche d'activité et transmis par l'Apporteur ; étant spécifié à cet égard qu'en vertu des dispositions de l'article 210 A, 3, d précité, la cession de l'un des biens amortissables reçus entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession (la cession s'entendant de toute opération de vente, apport, mise au rebut, etc.) ;
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur. A défaut, la Société Bénéficiaire devra comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur ;
- accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 septies du Code général des impôts et joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration (dit « état de suivi des plus-values ») faisant apparaître, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindécies de l'annexe III au Code général des impôts et à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables donnant lieu au report d'imposition prévu par l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

9.3 Enregistrement

Les Parties déclarent soumettre l'Apport au régime de l'article 810 du Code général des impôts. En conséquence, l'Apport sera soumis à un droit fixe d'enregistrement de 500 euros.

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'Apport et du passif pris en charge à ce titre.

ARTICLE 10 – STIPULATIONS DIVERSES

10.1. Formalités légales

La Société Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs à l'Apport.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposables aux tiers le transfert des Parts Sociales Apportées.

10.2. Frais et honoraires

Tous les frais et honoraires dus au titre de l'Apport, de même que ceux qui en résulteront, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

10.3. Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Contrat d'Apport ou de tout acte s'y rattachant, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

10.4. Affirmation de sincérité

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat d'Apport exprime l'intégralité de la valeur des Parts Sociales Apportées.

10.5. Droit applicable – compétence juridictionnelle

Le Contrat d'Apport est exclusivement régi et interprété selon le droit français.

Tous litiges relatifs à l'interprétation, l'application, l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat d'Apport seront de la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Rennes.

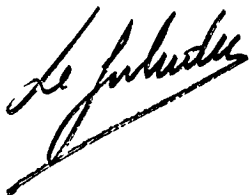
10.6. Pouvoirs pour formalités

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original du présent Contrat d'Apport à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

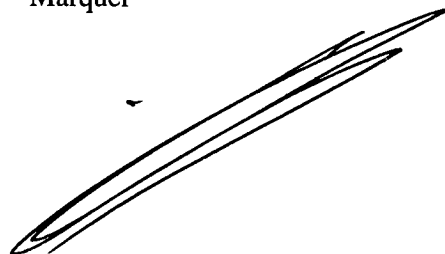
* *
*

Fait à Rennes,
Le 15 décembre 2016
En vingt-huit (28) exemplaires originaux

L'Apporteur
JOBBER
Représentée par Madame Evelyne Le Guludec



La Société Bénéficiaire
L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Représentée par GROUPE MARQUER
Elle-même représentée par Monsieur Thierry Marquer

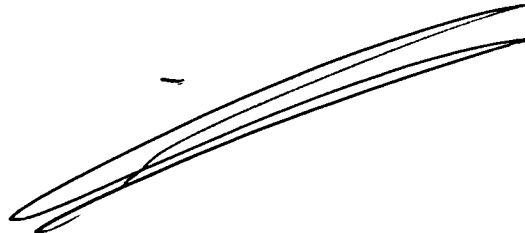


OB LAMBALLE
Société à responsabilité limitée
Au capital de 7.000 €
Siège social : 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes
524 944 956 RCS Rennes

STATUTS

Mis à jour suite aux décisions du Gérant en date du 16 décembre 2016

Certifiés conformes
Le Gérant
Monsieur Thierry Marquer



ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

L'achat, la vente et l'exploitation sous toutes ses formes de tous fonds de commerce de **CENTRE DE REMISE EN FORME** (Fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) à l'enseigne déposée à l'INPI de l'ORANGE BLEUE,

La promotion, la formation, des activités de loisirs, de détente et de sport directement ou indirectement par tous moyens, également le commerce et la vente de vêtements, textiles et article accessoires, le négoce de tous produits manufacturés, ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés alimentaires ou non alimentaires.

- la création, l'acquisition, la prise en location gérance de tous fonds ayant une activité identique, similaire, connexe ou complémentaire aux activités ci-dessus, et exceptionnellement son aliénation,

- la réalisation de toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement,

- la participation de la société, par tous moyens, et à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation de groupement d'intérêt économique ou de location-gérance.

Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est : « **OB LAMBALLE** »

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." puis de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, de son numéro d'identification au SIREN et de l'indication du greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **RENNES (35000), 4D rue Lieutenant Colonel Dubois**

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision collective des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales.

ARTICLE 5 - DUREE - PROROGATION

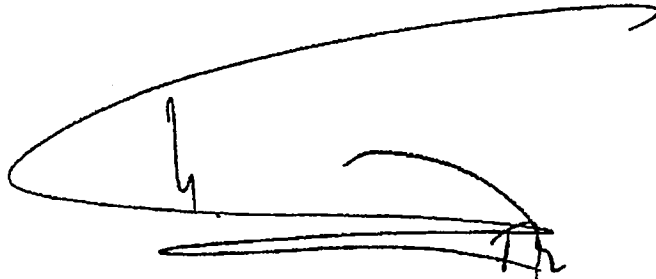
Durée

La durée de la société est fixée à 99ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.), sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Prorogation

Un an au moins avant la date normale d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision prévue ci-dessus.

gol

A large, stylized handwritten signature or stamp, possibly reading 'LAMBALLE', is written across the bottom of the page. It consists of a large, sweeping loop that encloses the text 'LAMBALLE' and ends with a horizontal line.

Enregistré a : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES RENNES
EST

Le 08/09/2010 Bordereau n°2010/2 603 Case n°6

Ext 13790

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

Le Contrôleur

L'AN DEUX MILLE DIX

Le

A RENNES

Maire Jean Michel DARNON, Notaire, titulaire d'un Office Notarial à RENNES (Ile et Vilaine), 14, Rue de la Monnaie et d'un Bureau annexe permanent à SIXT-SUR-AFF (Ile et Vilaine), soussigné,

A reçu le présent acte authentique, à la requête des personnes ci-après identifiées, lesquelles ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE, qu'elles ont convenu de constituer entre elles.

IDENTIFICATION DES ASSOCIES

1^{er}) Monsieur Thierry Jean-Marc Philippe MARQUER, chef d'entreprise, célibataire majeur, demeurant à CESSON - SEVIGNE (35510), 23 rue du Roquet
Né à RENNES (35000), le 6 mars 1968
De nationalité Française.
N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité

Et

Monsieur Bertrand ROUE, directeur commercial, célibataire majeur, demeurant à LA BAULE (44500), 8 avenue des Mohicans
Né à BAINS SUR OUST (35600), le 17 janvier 1950
De nationalité Française.
N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité

PRESENCE ou REPRESENTATION

Toutes les personnes ci-dessus identifiées sont présentes.

TITRE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société a la forme d'une Société à Responsabilité Limitée, régie par les articles L. 223-1 et suivants du Code de commerce.

TITRE 2 : APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Les apports en numéraire suivants sont effectués, savoir :

- Monsieur Thierry MARQUER apporte la somme de
TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS, ci 3 500,00€
- Monsieur Bertrand ROUE apporte la somme de
TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS 3 500,00€
Soit ensemble : TOTAL DES APPORTS 7 000,00€

Cette somme entière déposée, sera retirée par le gérant de la société ou son mandataire sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de commerce, attestant l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 7 - RECAPITULATIF DES APPORTS

1/ Monsieur MARQUER	3 500,00€
2/ Monsieur ROUE	3 500,00€

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de sept mille euros (7.000 €).

Il est divisé en mille (1.000) parts sociales de sept euros (7€) chacune, intégralement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 1.000.

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

➤ L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, à concurrence de 1.000 parts
Numérotées de 1 à 1.000

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1.000 parts

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

TITRE 3 : PARTS SOCIALES

ARTICLE 10 - DROITS DES PARTS

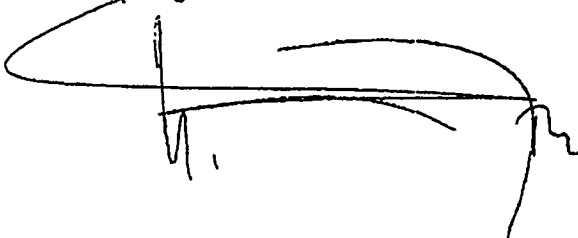
Titre

La propriété des parts sociales résulte seulement des statuts, des actes les modifiant, des cessions et mutations ultérieures qui seraient régulièrement consenties, constatées et publiées.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

Les parts sociales ne sont pas négociables.

BR



Indivisibilité

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sociales sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

Droit aux bénéfices et aux réserves

Chaque part donne droit, dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Droit de vote

Chaque part donne également droit de participer aux décisions des associés prises sous quelque forme que ce soit et d'y voter.

Si une part est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions de nature ordinaire et au nu-propriétaire pour celles de nature extraordinaire.

ARTICLE 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS

Forme - Opposabilité

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles deviennent opposables à la société par acte d'huissier de justice. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt. Elles ne sont opposables aux tiers qu'après accomplissement des formalités qui précèdent et dépôt de deux originaux enregistrés ou de deux copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du tribunal, en annexe au RCS.

Mutation entre vifs

Les mutations entre vifs au profit de personnes étrangères à la société sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales.

Les mutations intervenant entre associés comme au profit du conjoint commun en biens, d'un ascendant, d'un descendant peuvent intervenir librement.

Mutation pour cause de décès

Les transmissions de parts survenant suite au règlement d'une succession ou suite à la liquidation de communauté de biens entre époux pour cause de décès, interviennent librement.

Procédure d'agrément

La procédure d'agrément est suivie dans les conditions prescrites par les articles L. 223-1 et suivants du Code de commerce.

Nantissement des parts sociales

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code civil, à moins que la société ne préfère, après cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers que jusqu'à concurrence du montant de leur apport.

Ils sont toutefois solidairement responsables pendant cinq ans, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

En outre, il est rappelé que, conformément à la loi, lorsque le redressement ou la liquidation judiciaire fait apparaître une insuffisance d'actif, le tribunal peut, en cas de faute de gestion ayant contribué à cette insuffisance, décider que les dettes de la société seront supportées en tout ou en partie, par les dirigeants de droit ou de fait, ou certains d'entre eux, avec ou sans solidarité.

The block contains two handwritten signatures. The first is a stylized signature on the left. The second is a large, sweeping signature that starts from the left, loops around a large circular stamp, and ends on the right. The stamp is mostly blank with some faint lines.

TITRE 4 : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - GERANCE

Nomination

La gérance est assurée par une ou plusieurs personnes physiques associées ou non, nommées avec ou sans limitation de durée.

Nomination du premier gérant

Est nommé en qualité de premier gérants de la société :
Monsieur Thierry MARQUER, susnommé aux présentes

Intervenant à cet effet, déclare accepter le mandat qui lui est confié, et précise qu'à sa connaissance il ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction ou de déchéance faisant obstacle à son exercice.

Il est nommé pour une durée indéterminée.

Il n'est pas désigné de commissaire aux comptes.

Pouvoirs à l'égard des tiers

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance, au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Pouvoirs internes

Dans les rapports internes, le gérant peut accomplir tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs qui précèdent, sauf le droit pour chacun d'eux de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue.

Délégation de pouvoirs

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, un gérant peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Hypothèques et sûretés réelles

Les hypothèques et autres sûretés réelles sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations, du consentement des associés exprimé dans un acte, ou de délégations établies sous signatures privées alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

Rémunération

Chacun des gérants a droit en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

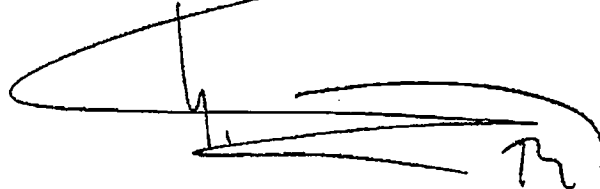
Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Assiduité - Concurrence

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, tout gérant s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société puis en outre pendant 3 années après cessation de ses fonctions, dans le département dont dépend le siège social et les départements limitrophes.

PR



Obligations

Le ou les gérants sont soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L. 232-2 et L. 232-4 du Code de commerce.

La gérance est tenue en outre, de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel, définies notamment par l'article L. 234-3 du code précité.

Elle doit encore effectuer la formalité de dépôt des documents visés à l'article 44-1 du décret sur les sociétés commerciales.

Révocation

Tout gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le gérant révoqué sans juste motif peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser pour elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des gérants et associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

Conventions soumises à autorisation préalable

S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée des associés.

Conventions soumises à ratification des associés

Le gérant ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou à l'associé unique suivant le cas, ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

La collectivité des associés statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour le gérant et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

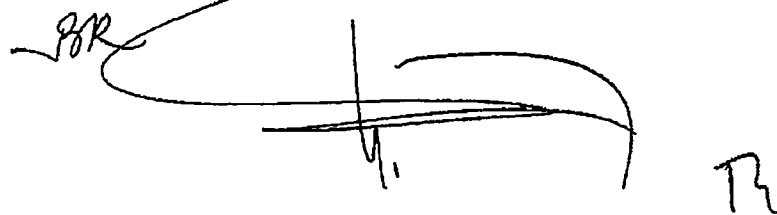
Le gérant avise le commissaire aux comptes des conventions conclues ou dont l'exécution s'est poursuivie au-delà de l'exercice de leur conclusion dans les délais prévus à l'article 34 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Le rapport spécial du gérant ou du commissaire contient les indications prévues à l'article 35 du décret précité.

Conventions libres

Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

PR



TR

TITRE 5 : CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Même si ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

La durée du mandat des Commissaires aux Comptes est de six exercices.

TITRE 6 : DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS GENERALES

Assemblée - Consultation écrite - Consentement exprimé dans un acte

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, conformément à l'article L. 223-27 du Code de commerce :

- Soit d'une assemblée générale,
- Soit d'une consultation écrite des associés,
- Soit du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice et pour toutes autres décisions, si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les cas prévus par la loi.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous la forme de décision unilatérale.

Droit de convocation

Les assemblées sont convoquées par la gérance. En cas de pluralité de gérants, le droit de convocation appartient à chacun d'eux sans que les autres gérants puissent faire opposition.

A défaut, les assemblées sont convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

Toutefois un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

En outre, tout associé - par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé - peut obtenir la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

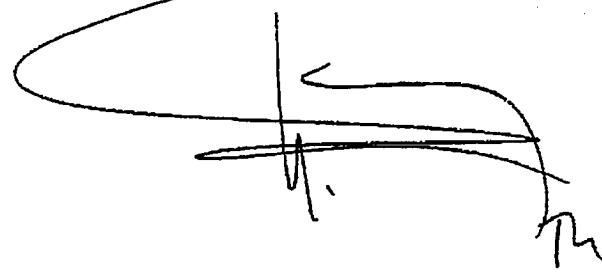
Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Mode de convocation

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, par lettre recommandée. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

BR



Délai de convocation

Quinze jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé :

- le texte des résolutions proposées ;
- le rapport des gérants ;
- le cas échéant, celui des commissaires aux comptes.

Pendant ce délai, les mêmes documents sont tenus au siège social, à la disposition des associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

En cas de consultation écrite, ces mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle, doivent être adressés à chaque associé :

- les comptes annuels ;
- le cas échéant, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Représentation

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés.

Lorsque les parts sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal, soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

Procès-verbaux

Les procès-verbaux des assemblées doivent être établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes :

- la date et lieu de réunion ;
- le nom, prénom et qualité du président ;
- le nom et prénom des associés présents ou représentés avec indication du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux ;
- les documents et rapports soumis à l'assemblée ;
- un résumé des débats ;
- le texte des résolutions mises aux voix ;
- le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

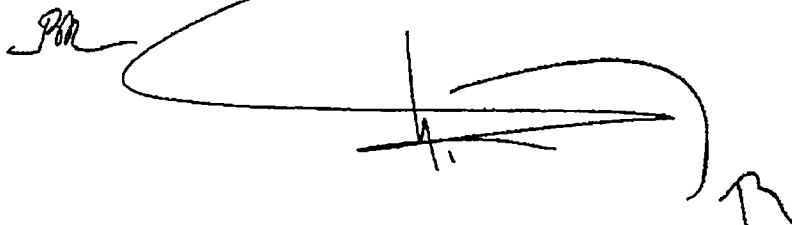
Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et le cas échéant par le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul gérant ou éventuellement par les liquidateurs.

ARTICLE 17 - DECISIONS ORDINAIRES

Compétence

Les décisions ordinaires ont pour objet :

- de donner à la gérance les autorisations nécessaires pour accomplir les actes excédant les pouvoirs qui lui sont conférés.
- de statuer sur les comptes d'un exercice et sur l'affectation et la répartition des bénéfices.
- d'examiner les conventions réglementées évoquées ci-dessus.
- de nommer et révoquer les gérants, le ou les Commissaires aux Comptes, tout liquidateur et contrôleur des comptes ;
- et d'une manière générale, de se prononcer sur toutes les questions qui ne comportent pas directement ou indirectement modification des statuts, examen de la situation de la société en cas



d'actif net social inférieur à la moitié du capital social, agrément des cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions évoquées à l'article 10 des statuts.

Majorité

Sous réserves d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue les associés, sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelque soit le nombre des votants. Les dispositions de cet alinéa sont inapplicables en cas de nomination ou de révocation d'un gérant.

ARTICLE 18 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Compétence

Les décisions collectives extraordinaires sont celles appelées à se prononcer sur toutes questions comportant directement ou indirectement modification des statuts, notamment la modification de la forme et la prorogation de la durée de la société, l'examen de la situation de la société en cas d'actif net social inférieur à la moitié du capital social, ainsi que l'agrément des cessions et/ou transmissions de parts sociales ou la dissolution anticipée.

Majorité

Sous réserve d'autres conditions définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société par actions simplifiée, en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves,
- par des associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 Euros, et en cas de révocation d'un gérant ;

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

TITRE 7 : COMPTES SOCIAUX

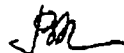
ARTICLE 19 - ANNEE SOCIALE

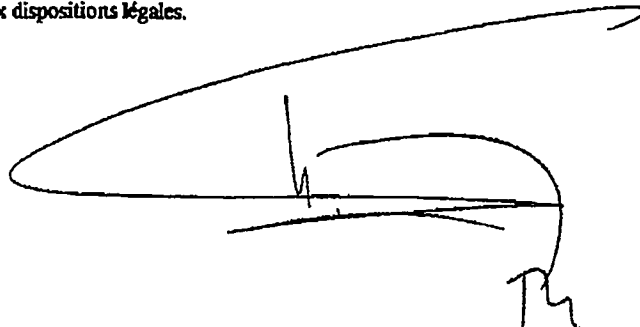
L'exercice social s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social portera sur la période allant de ce jour au 31 décembre 2011.

ARTICLE 20 - ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments d'actif et de passif existant à cette date et établit une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux dispositions légales.





ARTICLE 21 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés, gérants ou non, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales, les modalités de mise en paiement étant fixées par l'assemblée ou à défaut par la gérance.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau ou encore compensées directement avec les réserves existantes.

ARTICLE 22 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé a la faculté sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées, par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumises ultérieurement à l'approbation des associés, conformément aux dispositions visées ci-dessus.

A défaut de fixation expresse des conditions d'intérêts et de remboursement, les sommes déposées seront productives d'un intérêt fixé au taux légal.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

TITRE 8 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 23 : DISSOLUTION

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance et, à son défaut, le commissaire aux comptes, s'il existe, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider, à la majorité exigée pour la modification des statuts, s'il y a lieu à la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée, conformément à la loi.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, comme encore si les obligations visées au deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été respectées, tout intéressé peut introduire devant le tribunal de commerce une action en dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

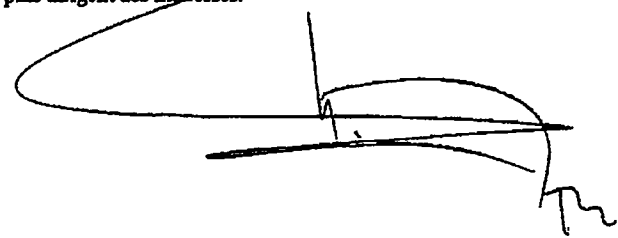
ARTICLE 24 - LIQUIDATION

Désignation des liquidateurs

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par les gérants alors en fonction.

En cas de décès, de refus de mandat, de démission ou d'empêchement un ou plusieurs liquidateurs sont désignés par l'assemblée des associés statuant aux conditions visées à l'article L. 223-29 du Code de commerce ou, à défaut, par le président du tribunal compétent du siège social, à la requête du plus diligent des intéressés.

B2

A large, stylized handwritten signature or stamp is present at the bottom of the page, spanning across the text area. It appears to be a signature, possibly of the president of the tribunal mentioned in the text.

Opérations de liquidation

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions non contraires aux présents statuts, des articles L. 237-1 et suivants du Code de commerce et des articles 266 et suivants du décret n° 67-236 du 23 mars 1967.

Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation conformément aux dispositions de la loi.

TITRE 9 : CONTESTATIONS

ARTICLE 25 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

ARTICLE 25 - ARBITRAGE

Toutes contestations qui pourraient s'élever, pendant la durée de la société ou sa liquidation, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés ou entre les associés et la société, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties en litige désignera un arbitre ; les arbitres ainsi désignés en choisiront un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé, par une des parties ou un arbitre. L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer également à la voie d'appel conformément aux articles 1474 et 1482 du Nouveau Code de procédure civile.

TITRE 10 : PERSONNALITE MORALE ENGAGEMENTS - FORMALITES - REPRISE DES ENGAGEMENTS - FORMALITES - MANDAT - FRAIS DECLARATION - ELECTION DE DOMICILE

I - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation effectuée selon les prescriptions réglementaires au Registre du Commerce et des Sociétés.

Jusqu'à l'intervention de l'immatriculation, les relations entre associés seront régies par les dispositions de l'article 1842 du Code civil, c'est-à-dire par celles des présents statuts et par les principes du droit applicables aux contrats et obligations.

Les personnes qui agiront au nom de la Société en formation avant intervention de l'immatriculation seront tenues des obligations nées des actes ainsi accomplis, sans solidarité.

La Société, régulièrement immatriculée, peut reprendre les engagements souscrits, qui sont alors réputés avoir été dès l'origine contractés par elle.

II - En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, les associés comparants donnent mandat exprès à :

Monsieur Thierry MARQUER

Ici intervenant et qui accepte,

De réaliser immédiatement, pour le compte de la Société, les actes et engagements suivants jugés urgents dans l'intérêt social, savoir :

- ouvrir tous comptes bancaires ou postaux,



- négocier et obtenir toutes avances en compte-courant nécessaires pour le démarrage de la société

- acquérir tout matériel nécessaire au fonctionnement de la société, matériel de bureau, mobilier et autres ; négocier et obtenir tous financements nécessaires à ce sujet,

- souscrire toutes assurances, engager le personnel et faire en général le nécessaire pour un bon démarrage de la société.

Et notamment acquérir un fonds de commerce sis à LAMBALLE, d'enseignement sportif d'encadrement et d'organisation de toutes activités sportives et ludique, moyennant le prix principal de 65 000,00€ et emprunter à cet effet.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes et pièces, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou en partie et généralement faire le nécessaire.

III - En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs,

Conformément à l'article 6, alinéa 3, du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, les actes et engagements seront repris par la société; par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et seront réputés avoir été contractés par elle dès l'origine.

Au cas où l'immatriculation de la Société n'interviendrait pas dans un délai expirant le 15 janvier 2011 lesdits actes seraient réputés accomplis pour et dans l'intérêt de chacun des associés, solidairement entre eux, vis à vis des tiers, mais dans la proportion de leurs droits dans le capital de la présente société.

IV - Conformément à l'article 6, alinéa 4, du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, tous les actes et engagements souscrits pour le compte de la société, autres que ceux énumérés ci-dessus, devront après immatriculation de la société être soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social.

Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

V - Tous pouvoirs sont donnés au gérant désigné ci-dessus, pour remplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer tous avis à insérer dans un journal d'annonces légales.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront pris en charge par la société.

DECLARATIONS DES PARTIES

Les personnes désignées ci-dessus sous le paragraphe "IDENTIFICATION DES ASSOCIES", déclarent, chacune en ce qui la concerne, par elle-même ou leur mandataire :

Avoir la pleine capacité d'aliéner ou de s'obliger;

Ne pas être en état de cessation de paiement et n'avoir fait l'objet d'aucune des mesures prévues par la loi numéro 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ou les articles L. 620-1 et suivants du Code de commerce.

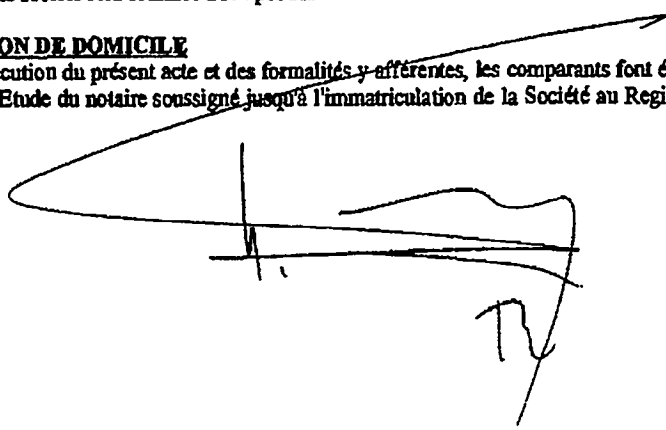
DECLARATIONS FISCALES

Régime fiscal de la société

La présente société sera soumise à l'impôt sur les sociétés.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent acte et des formalités y afférentes, les comparants font élection de domicile en l'Etude du notaire soussigné jusqu'à l'immatriculation de la Société au Registre du



Commerce et des Sociétés, puis après immatriculation, les parties font élection de domicile au siège social de la Société.

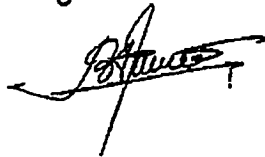
DONT ACTE sur TREIZE (13) pages.

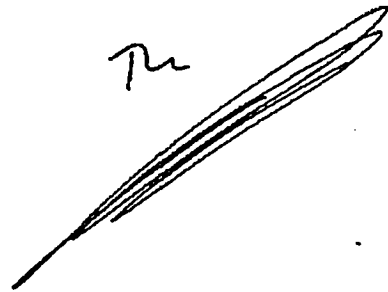
Fait et passé en l'étude du notaire soussigné.
A la date indiquée en tête des présentes.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Les parties approuvent :

- Renvois : 0
- Mots rayés nuls : 0
- Chiffres rayés nuls : 0
- Lignes entières rayées nulles : 0
- Barres tirées dans les blancs : 0

BR








BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST

ATTESTATION DE DEPOT POUR CONSTITUTION DE CAPITAL SOCIAL

Nous soussignés **BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST**, société coopérative à capital variable, dont le
Siège Social est à **RENNES (Ille et Vilaine) - 1 place de la Trinité**,

ATTESTONS,

qu'il a été déposé à son Agence de

RENNES OCTROI

le

01-Sep-10

par M

Thierry MARQUER

fondateur

A)

Au compte spécial bloqué n°

21021893059

ouvert au nom de la société en formation dénommée :

SARL PERFECTOSPORTS

au capital de :

7000,00€

dont le Siège Social sera établi à

4 RUE DU LIEUTENANT COLONEL DUBOIS 35000 RENNES

la somme de

7000,00€

représentant la part libérée

soit

100,00

% du capital social

B)

- Une liste, figurant ci-après, comportant les nom, prénom usuel et domicile des souscripteurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux.

La Banque Populaire de l'Ouest agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage

Fait à **RENNES**

le **01-Sep-2010**

Le Directeur d'Agence

BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST

12, rue de Fontaine

35700 RENNES

Tél. 0 820 850 490 - Fax 0 2 99 79 79 79

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

NOM - PRENOM usuel des Souscripteurs	Montant des souscriptions	Montant des sommes libérées et versées ce jour	Versement effectué en
MARQUER Thierry	3500,00	3500,00	chèque
ROUE Bertrand	3500,00	3500,00	chèque

référence CATTIS007 - 11/2004

GRUPE BANQUE POPULAIRE

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable régie par les articles L. 6122 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux Etablissements de Crédit. 549 200 400 RCS Rennes - code APE 8418Z FR 495482040000014 - activité : société de courtage d'assurance, immatriculée au registre des intermédiaires d'assurance sous le n° 07 003 380. - CCP Rennes 2-42 K - Adresse SARL : CC&PFRPP REN - Siège Social : 1, place de la Trinité CS 86434 - 35004 Rennes Cedex - Téléphone : 02 99 79 79 79. Télécopie : 02 99 79 79 86. Courriel : ouest@banquepopulaire.fr - Site : www.ouest.banquepopulaire.fr.



BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST
 Siège Social : Rennes - R.C. Rennes B 549 200 400

REMISE DE CHÈQUES

Sous réserve d'approbation et d'encaissement

Seul demande auprès de la banque, la banque ne fera aucun prêt que lorsque le chèque sera libératoire, préalable et préalable dans les délais légaux, d'un montant supérieur à 300 € et au versement d'une somme équivalente telle que "sans provision". Le présent engagement ne vaut pas reçu.

ÉMETTEUR	MONTANT	ÉMETTEUR	MONTANT
1 MARQUER	3500 00	6	
2 ROUE	3500 00	7	
3		8	
4		9	
		10	

Signature client
 Date de remise
 01-09-2010

1 12

21101211813101519

171010101010

Bénéficiaire
 SARL PERFECTOSPORTS

7866884 88888888888888

Crédit Mutuel de Bretagne

Payer. Lire ce chèque en euros non endossable sauf au profit d'un établissement bancaire ou assimilé

Trois mille cinq

Cinq euros

à l'ordre de PERFECTOSPORTS

€ 3500 €

N° Dpt : 35
 CCM CESSON SEVIGNE
 Tél : 02 99 83 13 82
 N° de chèque : 0538406

M MARQUER THIERRY
 23 RUE DU ROQUET
 35510 CESSON SEVIGNE

À LE 18/08/2010

00113 01102790340
 chèque N°

0538406 0350155889088 011310279010



CRÉDIT AGRICOLE D'ILLE-ET-VILAINE
 45, Boulevard de la Liberté - 35040 RENNES CEDEX

Payer contre ce chèque

Trois mille cinq cents euros

à PERFECTOSPORTS

à rédiger exclusivement en euros €

€ 3500 Euros

120308
 Payable en France
 ENNES CLEMENCEAU
 St : 02.99.50.94.45
 1° de compte
 1449249000
 N° de chèque : 0000128

MR ROUE BERTRAND
 8 AVENUE DES MOHICANS
 44500 LA BAULE

Paié à 18/08/2010
 Le
 Signature

00000128 0350136069088 001468249000

POUR EXPEDITION rédigée sur **SEIZE (16) PAGES**, en ce compris les annexes, et la mention de copie, délivrée et certifiée comme étant la reproduction exacte de l'original par Maître Jean Michel DARNON, notaire à RENNES, 14 rue de la Monnaie, et ne comportant ni autre renvoi approuvé, ni autre blanc, ligne, mot ou chiffre rayé, et le notaire soussigné approuve la mention sus énoncée.

